



**PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfète de région

**Décision de l'Autorité chargée de l'examen
au cas par cas sur le projet dénommé
« défrichement pour mise en prairie »
sur la commune de Grézolles
(département de la Loire)**

Décision n° 2025-ARA-KKP-5725

DÉCISION
à l'issue d'un examen au cas par cas
en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement

La préfète de région Auvergne-Rhône-Alpes,

Vu la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2, R.122-3 et R.122-3-1 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025-18 du 24 janvier 2025 de la préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes portant délégation de signature en matière d'administration générale, d'ordonnancement secondaire et de pouvoir adjudicateur à M. Jean-Philippe Deneuvy, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté n° DREAL-SG-2025-024 du 14 mars 2025 portant subdélégation de signature aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes en matière d'administration générale ;

Vu la demande enregistrée sous le n° 2025-ARA-KKP-5725, déposée complète par Guillaume BURNOL le 26 mars 2025, et publiée sur Internet ;

Vu la contribution de l'agence régionale de la santé (ARS) en date du 4 avril 2025 ;

Vu les éléments de connaissance transmis par la direction départementale des territoires de Loire le 9 avril 2025 ;

Considérant que le projet consiste à défricher la parcelle AC 7 et une partie de la parcelle AC 81 de la commune de Grézolles (42), pour un total de 5,2 hectares environ, pour mise en pâture ;

Considérant que le projet prévoit les opérations et aménagements suivants :

- travaux de défrichement en juin et juillet 2025,
- implantation d'une prairie en août ou septembre 2025,
- maintien d'une zone tampon le long du cours d'eau situé en limite est du projet ;

Considérant que le projet présenté relève de la rubrique 47a, du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement : défrichements soumis à autorisation au titre de l'article L. 341-3 du Code forestier en vue de la reconversion des sols, portant sur une superficie totale, même fragmentée, de plus de 0,5 hectare ;

Considérant que le projet s'implante :

- dans la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type II du « [Haut Bassin versant du Boën, de l'Aix et de leurs affluents](#) », présentant des éléments d'intérêt pour l'alimentation et la reproduction d'espèces protégées comme le Grand-Duc d'Europe et certains chiroptères,
- dans une zone de corridor écologique identifié dans le plan local d'urbanisme de Grézolles ,

et qu'aucun élément du dossier ne permet de caractériser les enjeux du site en termes de biodiversité, d'habitat et d'espèces protégées, ni d'évaluer les éventuels impacts du projet ;

Considérant que les travaux de défrichement sont prévus en période sensible pour la faune¹ et pourrait avoir un impact sur la nidification de certaines espèces ;

Considérant qu'un îlot secondaire situé au sud-ouest du projet ne présente aucune continuité avec les parcelles agricoles et est susceptible de porter atteinte au paysage et à l'équilibre du massif en créant une discontinuité à même de déséquilibrer les peuplements voisins ;

Considérant que le projet est situé dans un secteur qui présente localement de forte pente et que le changement de nature du couvert végétal pourrait être à l'origine d'érosion et d'entraînement de matière en suspension dans le cours d'eau situé en limite est du projet en l'absence de mesure spécifique notamment pendant les travaux ;

Concluant que :

- au vu de l'ensemble des informations fournies par le pétitionnaire, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet de défrichement pour mise en prairie situé sur la commune de Grézolles est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe III de la directive 2011/92/UE modifiée du 13 décembre 2011 susvisée et justifie la réalisation d'une évaluation environnementale ;
- les objectifs spécifiques poursuivis par la réalisation de cette évaluation environnementale sont notamment ceux explicités dans les motivations de la présente décision ;

ces objectifs sont exprimés sans préjudice de l'obligation pour le maître d'ouvrage de respecter le contenu de l'évaluation environnementale, conformément aux dispositions du code de l'environnement ;

DÉCIDE

Article 1^{er} : Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet de défrichement pour mise en prairie, enregistré sous le n° 2025-ARA-KKP-5725 présenté par Guillaume BURNOL, concernant la commune de Grézolles (42), est soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2 : La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

Article 3 : La présente décision sera publiée sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait le

Pour la préfète, par délégation,
Pour le directeur par subdélégation,
le chef du service délégué CIDDAE

David PIGOT

¹ période allant du 15 mars au 31 août

1°) Cas d'une décision soumettant à évaluation environnementale

La décision soumettant à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux direct. Toutefois, sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VII de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement et doit être effectué dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision ou de sa mise en ligne sur internet. Ce recours suspend le délai du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. L'administration statuera sur le fondement de la situation de fait ou de droit prévalant à la date de sa décision.

Où adresser votre recours ?

- RAPO

Madame la Préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle AE
69453 LYON cedex 06

- Recours contentieux

Madame la Présidente du Tribunal administratif de Lyon
Palais des juridictions administratives
184 rue Duguesclin
69433 LYON Cedex 03

2°) Cas d'une décision dispensant d'évaluation environnementale

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire. Elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux direct ; comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisant le projet.

Où adresser votre recours ?

- Recours contentieux

Madame la Présidente du Tribunal administratif de Lyon
Palais des juridictions administratives
184 rue Duguesclin
69433 LYON Cedex 03